

Numéro 87

Rapport du mois de Décembre 2020

des mouvements sociaux, suicides, violences et migrations

1149 protestations collectives, 17 cas de suicide et de tentative de suicide et 373 migrants(tes)

The december Issue **NOW** available in **English** inside

2, Avenue de France Imm Ibn Khaldoun (National),
2ème étage Apt325-Tunis Bab Bhar 1000

TEL. : (+216) 71 325 129 FAX : (+216) 71 325 128
contact@ftdes.net - www.ftdes.net/observatoire

Introduction

Le mois de Décembre 2020 a coïncidé avec le dixième anniversaire de la révolution et avec la fin de la première année d'un nouveau « Système » de régime choisi par les électeurs lors des élections à la fin de l'année 2019. Une récolte qui a sans doute mis en exergue trois faits : La profondeur de la crise économique et sociale et son évolution vers une crise globale, une rupture entre les élites dirigeantes et la rue et une ambiguïté dans la gestion des crises, y compris la crise de la gouvernance, de la gestion de la différence, la crise du virus Covid, et l'incapacité de répondre aux demandes des tunisiennes et tunisiens pour une vie décente ainsi que leur droit à de bons services de base et la justice sociale.

Cette récolte est traduite par le taux de croissance économique enregistré, du fait des répercussions de toutes ces crises, la première étant la crise de Covid, dont selon l'Institut National des Statistiques, les chiffres sont estimés à -6% au troisième trimestre 2020 et à -9,2% au cours du dernier trimestre de l'année selon les estimations de la Banque mondiale publiées fin Décembre 2020. Ce pourcentage aura comme répercussions certaines l'augmentation du nombre de pauvres et de chômeurs et l'ouverture de la situation sociale à plus de complications au cours de la nouvelle année 2021.

Deux gouvernements et de nombreuses crises

Le mois de Décembre 2020 a donc marqué la fin de dix ans de transition démocratique et la conclusion de la première année du règne d'un « nouveau système » qui était lui-même une des conséquences de la crise socio-économique. En effet, la détérioration des conditions de vie des Tunisiens au cours des neuf années qui ont suivi la révolution a été un moteur majeur des choix des électeurs lors des élections de 2019 puisque la violation des droits économiques sociaux post-révolution, à la suite des différents choix ratés, a fait naître un archipel de blocs dans un parlement presque dysfonctionnel dont la situation a empiré à cause des tensions dans la rue et le discours de violence et de haine, conduisant à la perpétration de violences physiques entre députés début Décembre 2020.

La récolte de la première décennie a également entraîné un sentiment croissant de frustration collective en raison du manque de réponse aux droits de la révolution, parmi lesquels le pain, la dignité, la justice sociale et la lutte contre la corruption et ce, pour des raisons liées à l'échec des années de gouvernement post-révolution qui n'ont pas mis la Tunisie sur la voie de la transformation démocratique, économique et sociale souhaitée.

Au cours de cette décennie, le modèle de développement maintenu n'a pas été en mesure d'atteindre un taux de croissance capable de fournir des opportunités d'emploi et d'atteindre la prospérité souhaitée, ce qui a doublé les indicateurs de chômage et de pauvreté, le déclin de la classe moyenne et l'augmentation des taux de migration non-règlementaire et du désir de migrer.

Ce même environnement propice à l'évasion fiscale et l'absence de toute réforme fiscale ont également été maintenus ce qui a accru les délits d'évasion fiscale et de blanchiment d'argent. Cette situation s'est infiltrée dans la vie politique contribuant à aggraver encore la méfiance à l'égard des acteurs politiques.

La crise pandémique de Covid, qui a entraîné une fermeture totale de l'activité économique pendant six semaines, a encore compliqué la situation en provoquant une baisse du taux de croissance économique de 21,6% au cours du deuxième trimestre de l'année et une augmentation du taux de chômage de 3% pour atteindre les 18% sachant que ce dernier est resté dans les limites de la moyenne 15% durant les neuf années précédentes.

Malgré la reprise de l'activité économique après la levée du confinement global et ciblée et l'ouverture des frontières aériennes et maritimes, le taux de croissance est resté négatif et dans les limites de -6% et estimé à -9% à la fin de l'année. Une situation qui s'est reflétée dans le budget de la nouvelle année 2021. En effet, Le Gouvernement a eu du mal à mobiliser des ressources financières pour le budget de 2021 ce qui oblige les finances publiques à entamer leur nouvelle année avec une incapacité totale à réhabiliter les services de base, comme les services de santé publique, les transports et les infrastructures.

Peut-être la mort tragique du Dr Badr Eddine El Aloui après sa chute d'un ascenseur de l'hôpital de Jendouba début Décembre est-elle une preuve définitive de la situation désastreuse que traverse le secteur de la santé publique et de l'absence de toute stratégie de réforme ?

Cette situation s'applique à d'autres secteurs publics y compris la réhabilitation des infrastructures car le manque d'entretien a causé des morts tragiques de citoyens après leur chute dans les égouts sur la voie publique ; la dernière a été la chute du jeune Mahmoud Thabet avec sa voiture dans une fosse non protégée qui était proche des travaux de finalisation d'un échangeur routier. La difficulté de la situation a été aggravée par la crise politique due à l'état de tension et de perturbation de l'institution législative et à l'infiltration de cette tension dans la relation entre les deux chefs de l'exécutif.

En un an, deux chefs de gouvernement se sont relayés au bureau de la Kasba accompagnés de deux gouvernements qui n'avaient pas de vision claire et stratégique basée sur un programme de réformes clair avec une regrettable gestion des conflits politiques impulsive et dominée par les discours de haine et de violence.

Cette crise globale et complexe avait, également, un visage social puisque la criminalité et la violence ont augmenté et le tribalisme est réapparu, comme ce qui s'est passé lors des affrontements entre deux tribus à Ain El-Skhouna à Kébili au cours du mois de Décembre sans oublier le nombre d'arrivées des migrants non-réglementaires en Italie depuis les côtes tunisiennes.

Dans les rues, il est devenu clair que le nombre des sans-abris a augmenté et que parmi les sans-abris, il y a des personnes âgées qui passent leur automne dans les rues à ciel ouvert et sans encadrement. Le nombre de mendiants dans les rues a également augmenté et beaucoup d'entre eux sont des personnes âgées, un phénomène que l'on peut voir à l'œil nu dans les rues de la capitale en l'occurrence l'avenue Habib Bourguiba.

Les manifestations de Décembre

L'instabilité du gouvernement et l'incapacité du nouveau « système » à faire parvenir la voix des groupes d'électeurs qui ont adopté un plan de vote sanctionnel leur offrant une alternative qui leur assure une vie décente a changé la stratégie de mobilisation sociale. Les manifestations ont commencé leur tendance à la violence, à partir de mars 2020 puisque les manifestations anarchiques ont augmenté de 65% en comparaison avec celles enregistrées en Janvier 2020.

Les manifestants se sont également orientés vers l'adoption de formes de protestation plus pressantes, telles que la fermeture de la station de pompage de pétrole dans le désert de Tataouine, la menace de fermer la distribution d'eau à Sbeitla, la fermeture de la zone industrielle de Gabès et la crise qui a entraîné la pénurie de gaz liquéfié dans de nombreuses régions du sud. En revanche, certaines formes de protestation qui concernaient l'individu, comme le suicide et la tentative de suicide, les longues marches à pied, la couture de la bouche et les grèves de la faim ont presque disparu. À l'exception de la grève de la faim, qui est menée par les blessés de la révolution (et est largement soutenue par tous) pour demander la publication de la liste définitive des martyrs et blessés de la révolution malgré les 10 ans passés depuis la révolution.

Mouvements de protestations	
2020	8 759
2019	9 091
2018	9 365
2017	10 452
2016	8 713

Par ailleurs, le nombre de mouvements sociaux et de manifestations tout au long de 2020 s'est élevé à environ 8 759 mouvements de protestation dont 5 693 (65%) étaient de nature anarchique c'est-à-dire tendant vers la violence.

De même que les protestations se sont prolongées tout au long des mois de l'année puisque le mois de Janvier n'a pas été la période de pointe des manifestations comme auparavant.

Au contraire, les manifestations ont pris une courbe ascendante, à partir du troisième trimestre de l'année et immédiatement après la levée du confinement global. La plupart d'entre ces mouvements ont réclamé des droits économiques et sociaux liés à l'emploi et à la pérennité du travail à la lumière de la crise Covid, notamment avec la fermeture de cafés et restaurants et l'imposition de protocoles sanitaires stricts dans les hôtels.

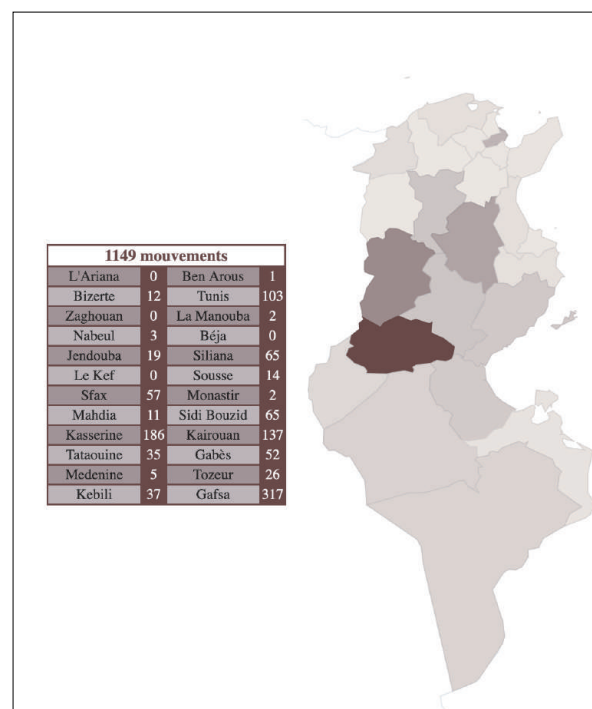
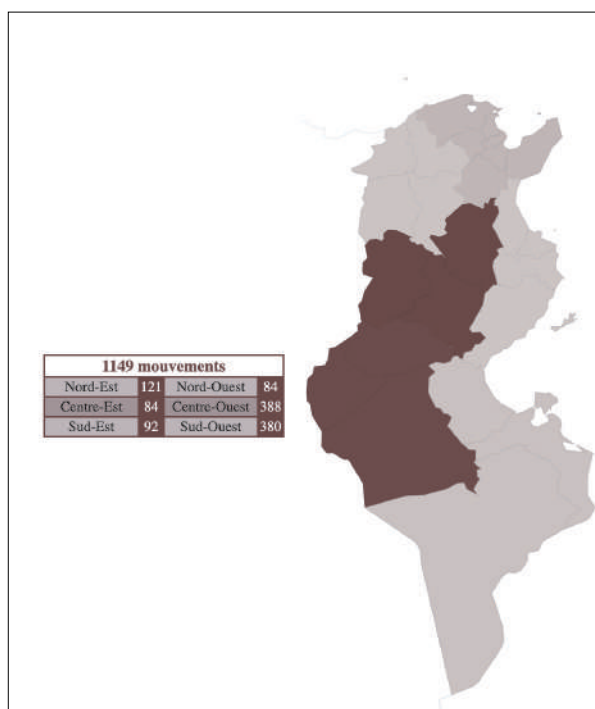
En effet, le mois de Décembre a représenté le pic des manifestations tout au long de 2020, avec 1149 actions de protestation, enregistrant une légère augmentation par rapport aux manifestations de Janvier de 1,14% et une augmentation à partir de Novembre d'environ 12%.

Mouvements de protestations	
Anarchiques	5 727
Planifiés	3 866

La cartographie de contestation n'a pas changé au cours du mois de Décembre 2020 par rapport aux mois précédents, les régions de l'Ouest du pays (centre et sud) étant restées à la pointe des zones les plus protestataires, sachant que la carte des mouvements de contestation a commencé à changer depuis le deuxième trimestre de l'année pour faire glisser la pointe des zones les plus protestataires vers les régions du Sud-Ouest et du Centre-Ouest. Depuis cette période, également, la tendance anarchique est apparue dans les manifestations et a ensuite dominé la scène protestataire.

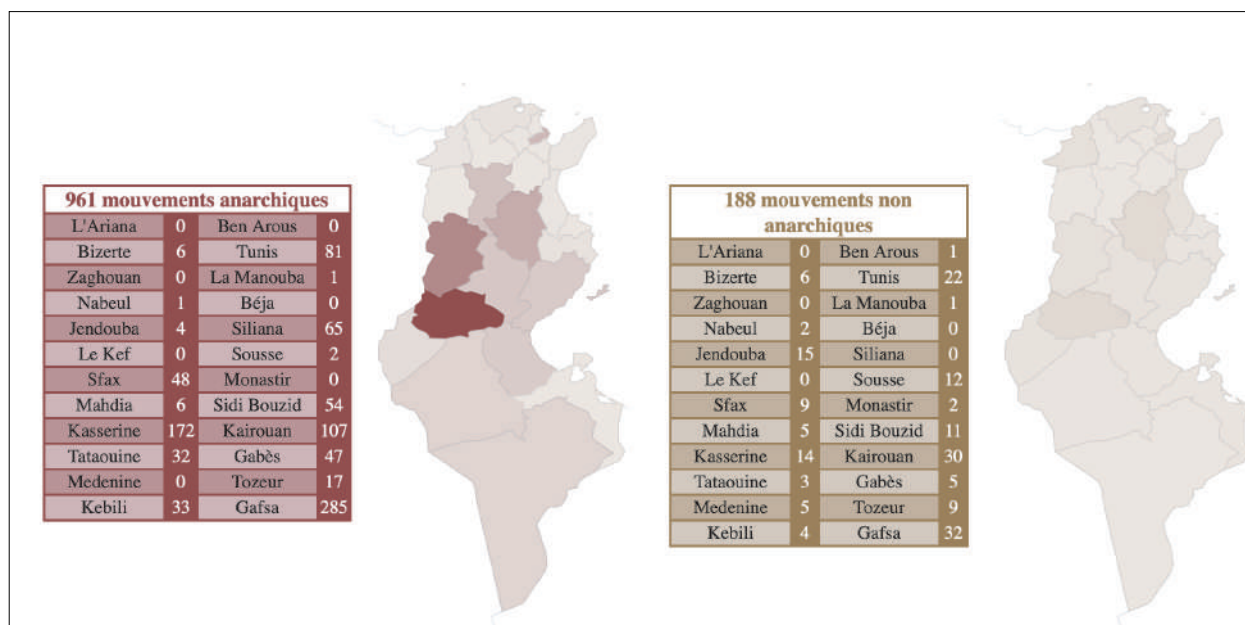
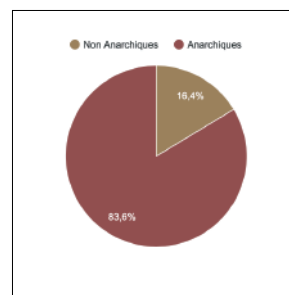
2020	Mouvements de protestations
Octobre	871
Novembre	1025
Décembre	1149

Les régions du Sud-Ouest et du Centre-Ouest ont enregistré 760 mouvements de protestation, soit 66,8% du total des mouvements observés au cours du mois de Décembre et le nombre de manifestations anarchiques a atteint 700 mouvements, soit environ 92% des manifestations observées dans ces régions.



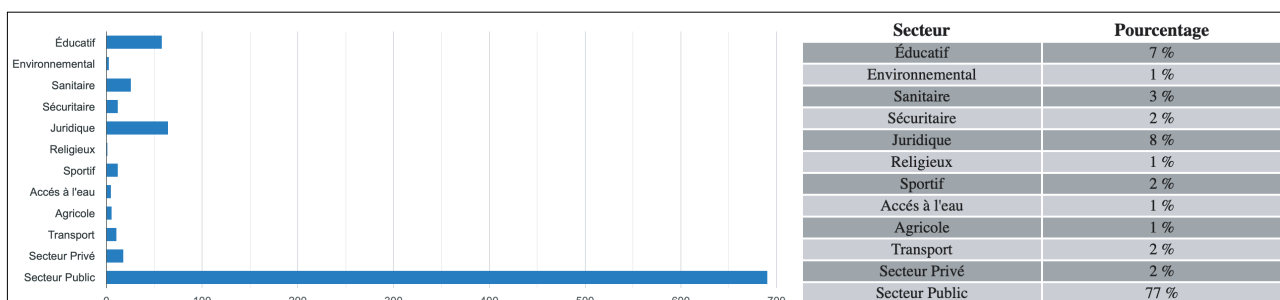
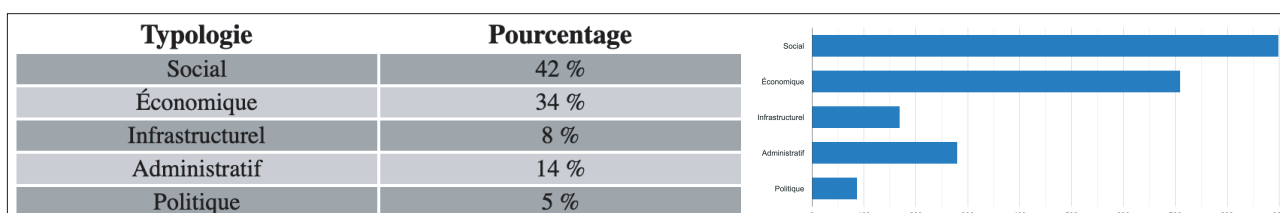
Le gouvernorat de Gafsa est à l'avance des zones les plus protestataires, avec 317 mouvements de protestation dont 285 (89,9%) sont des mouvements anarchiques, suivi de Kasserine avec 186 contestations dont 172 (92,4%) de nature anarchique, puis de Kairouan avec 137 mouvements de protestation, dont 107 (78%) mouvements anarchiques,

ensuite, vient le gouvernorat de Tunis avec 103 mouvements de contestation, dont 81 (78%) étaient des actions anarchiques, puis Siliana avec 65 mouvements de protestation majoritairement anarchiques (100%) et suivi de Sidi Bouzid avec 65 mouvements de contestation dont 54 (83%) étaient des mouvements anarchiques.



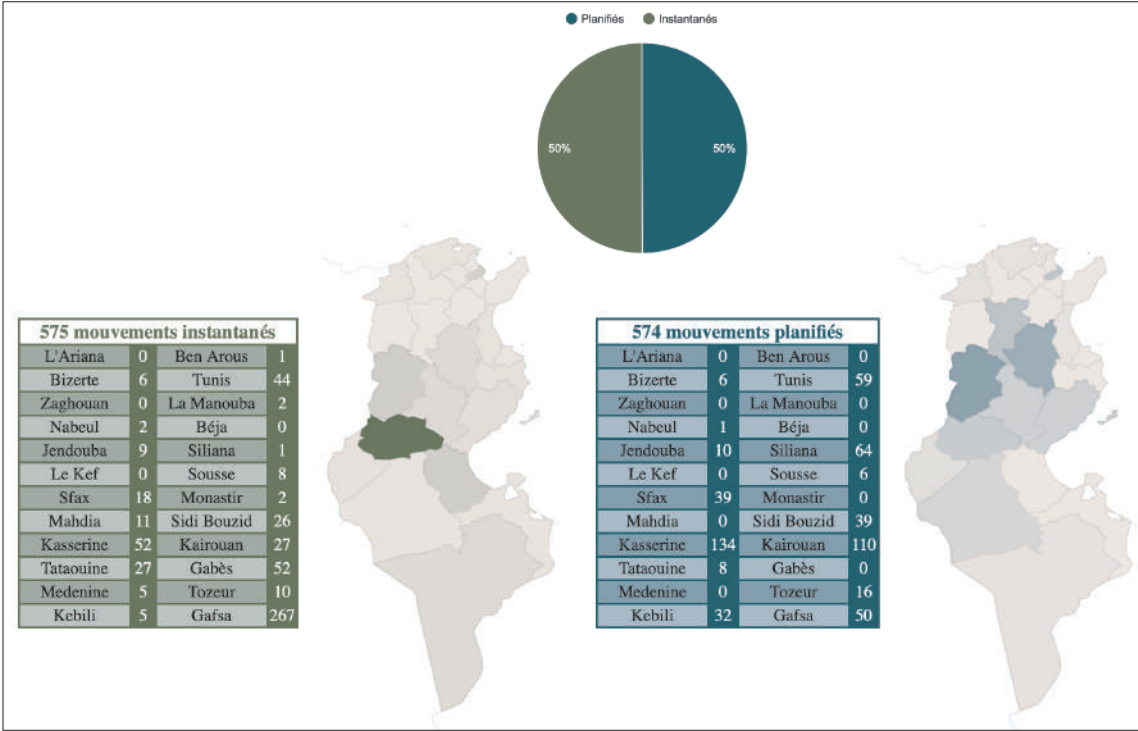
Les revendications économiques et sociales ont représenté 76% des causes des manifestations du mois de Décembre 2020, la demande d'emploi était en premier avec 37% (416 actions de protestation) sans oublier le droit au développement de 20% (331 manifestations).

Par ailleurs, la non-application des accords conclus entre les autorités officielles et les coordinations des mouvements sociaux a représenté un autre motif de protestation (37 actions de protestation), avec un taux de 4% du total des mouvements relevés.

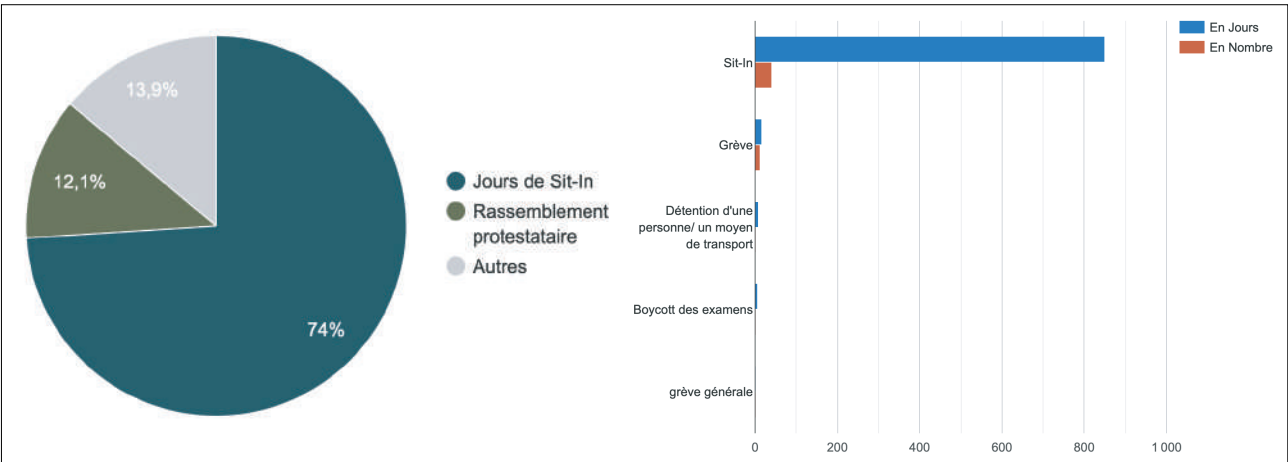


De plus, la pénurie dans les ressources de base a également motivé 3% des manifestations et au moins 11% du total des manifestations observées ont été liées à la qualité de vie et à l'effondrement des services de base tels que le manque d'eau potable, le manque d'accès au soin et d'autres demandes.

Les manifestations se sont réparties à peu près de manière égale entre les instantanées (575) et les organisées (574).



Quant aux formes de contestation relevées au cours du mois de Décembre2020, les sit-ins ont occupé la première place avec un taux de 74% (850 jours de sit-in ont été enregistrés que ce soit pour les sit-ins qui se sont poursuivis au cours du mois de Décembre ou se sont formés pendant celui-ci) puis les rassemblements protestataires en deuxième place avec 12,1% suivies de diverses autres formes de protestations avec 13,9%.



Les acteurs étaient presque de tous les secteurs et tous les demandeurs et c'est ce qui a distingué les mouvements du dernier trimestre de 2020 puisque que les magistrats, les journalistes, les médecins, les chômeurs, les employés et tous les demandeurs de droits ont entamé différentes formes de protestation exigeant que les autorités interagissent avec leurs revendications.

Les routes ont représenté le théâtre principal de protestation (20%) suivies par les sièges administratifs (16%), la société Phosphates Gafsa (13%), les sièges de souveraineté (12%), les sièges des gouvernorats (9%), le siège de production (8%) et le siège de l'Assemblée des représentants du peuple (2%). Le gouvernement reste la cible majeure des manifestants pour présenter leurs revendications à 90% suivi des autorités régionales puis de la présidence.

Les acteurs sociaux initiateurs des mouvements

Employés	27 %
Jeunes	25 %
Citoyens	17 %
Chômeurs	16 %
Habitants	8 %
Diplômés chômeurs	3%
Conducteurs	3%
Parents	2 %
Activistes	2 %
Médecins	2 %

Les espaces de protestation

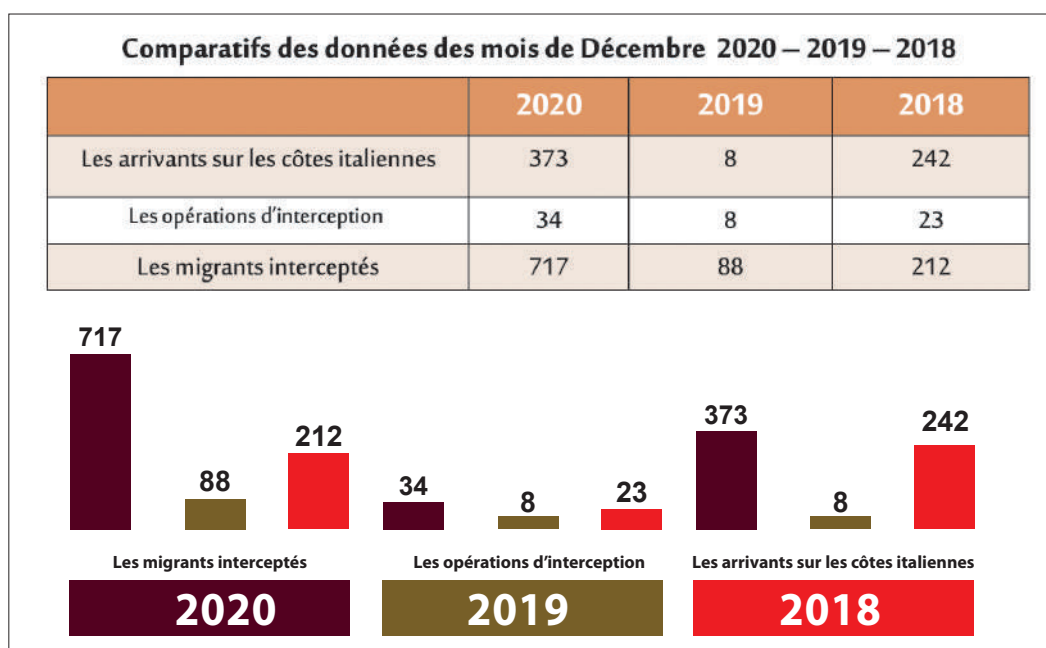
Routes	20 %
Sièges sociaux administratifs	16 %
Locaux de la CPG	13 %
Bâtiments publics	12 %
Siège du Gouvernorat	9 %
Institutions Judiciaires	8 %
Siège de production	8 %
Sièges des Délégations	6 %
Espaces de Travail	4 %
Locaux de la SONEDE	3 %

Mouvements de protestations 2020

L'Ariana	16	Ben Arous	15
Bizerte	142	Tunis	813
Zaghouan	17	La Manouba	67
Nabeul	83	Béja	59
Jendouba	189	Siliana	129
Le Kef	194	Sousse	415
Sfax	516	Monastir	40
Mahdia	84	Sidi Bouzid	870
Kasserine	641	Kairouan	1392
Tataouine	696	Gabès	123
Medenine	184	Tozeur	168
Kebili	132	Gafsa	1774

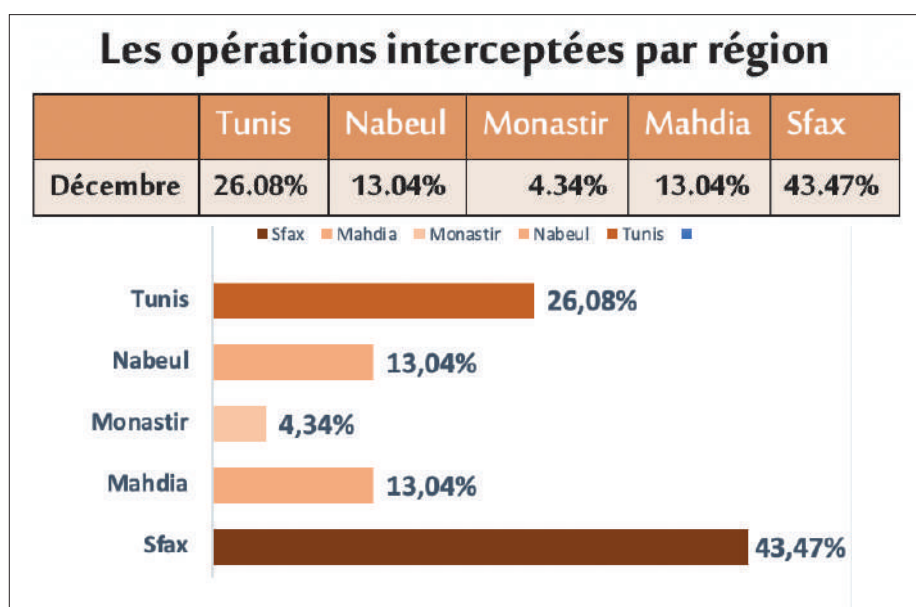


La migration non-réglementaire durant le mois de Décembre

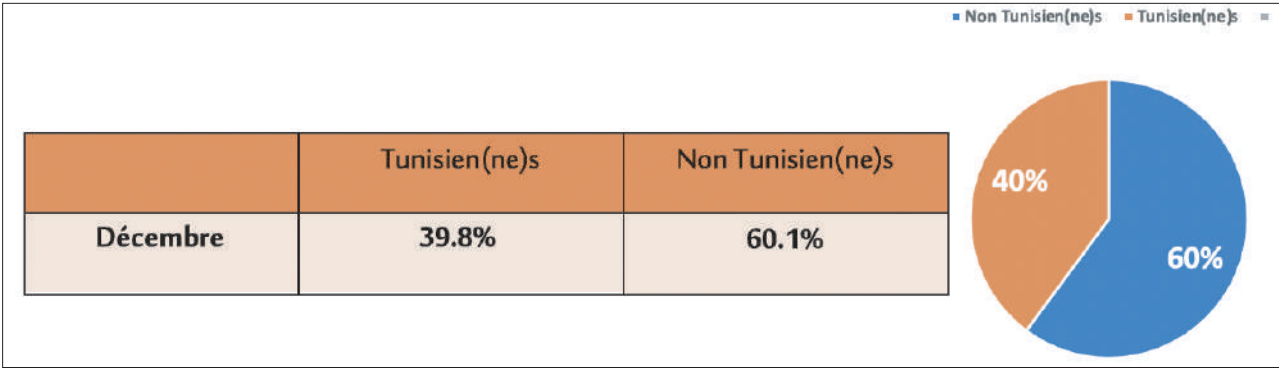


Les vagues de migration non-réglementaire se sont poursuivies malgré les facteurs climatiques, la crise politique, économique et sociale persistante et les expulsions forcées de migrants non-réglementaires de l'Italie qui se sont poursuivies.

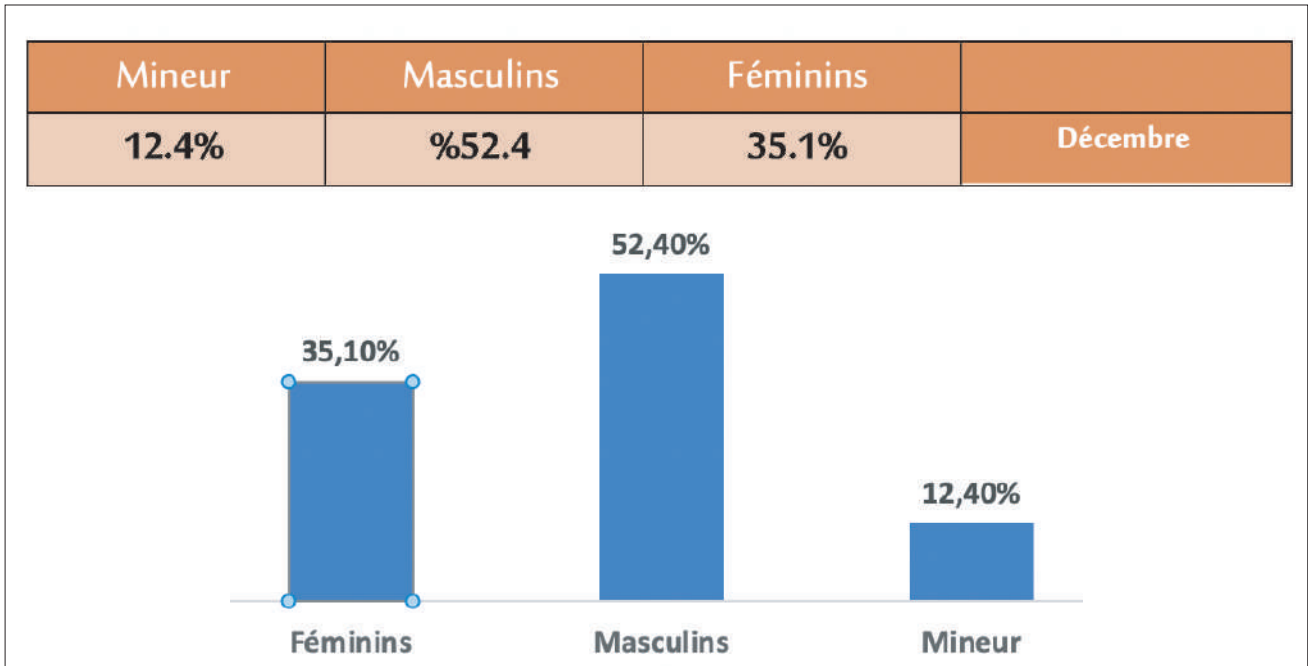
On sait que le mois de Décembre 2020 fait partie des mois qui connaissent une diminution significative des vagues de migration due à des facteurs liés principalement au climat mais cela n'a pas empêché ce mois d'être également exceptionnel par rapport à la même période des années précédentes. En effet, le nombre d'arrivées en Italie a augmenté de 54% et le nombre de ceux qui ont franchi et ont été interceptés a augmenté de 238% par rapport à l'année 2018. Cette différence se creuse davantage par rapport à décembre 2019, où la migration non-réglementaire a été à son plus bas.



La région de Sfax a continué la première concernée par les opérations de franchissement interceptées avec 43,47% et le gouvernorat de Tunis est arrivé en deuxième avec 26,08%, principalement représenté dans la lutte contre les opérations d'infiltration vers les ports tandis que le gouvernorat de Médenine a été absent des rapports du ministère de l'Intérieur l'interception des opérations de franchissement.



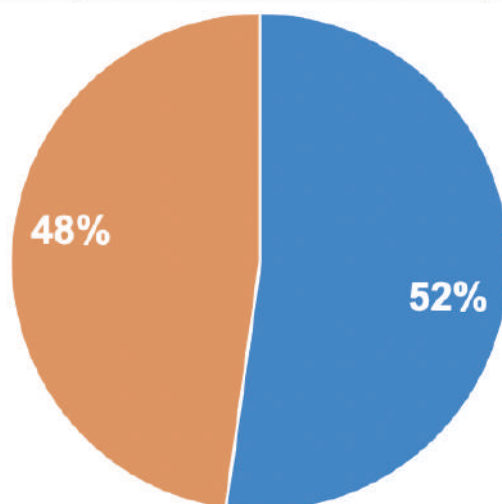
Bien que la Tunisie soit devenue une destination pour de nombreux étrangers, en particulier les populations de la région subsaharienne, elle est également restée une zone de transit pour eux, de sorte que leur objectif principal en entrant en Tunisie reste de migrer de manière non-réglementaire à travers la Méditerranée. Ainsi, pour le deuxième mois consécutif, le nombre de migrants non tunisiens interceptés a continué d'augmenter de 60,1% en raison de la diminution de la volonté de migrer des Tunisiens principalement à cause des facteurs climatiques. C'est pour cette raison que les réseaux de passeurs de migrants ont eu recours à des nationalités non tunisiennes.



La présence massive des femmes à 35,1% est due à la participation des migrantes subsahariens dans les processus de migration non-réglementaire en raison de la double vulnérabilité dont elles souffrent en Tunisie et qui les pousse à rechercher le salut par tous les moyens et réaliser leur projet de migration initial pour lequel elles se sont lancées

Les opérations interceptées durant Décembre

Marin	Terrestre	
%47.8	%52.2	Décembre



La migration non-réglementaire durant l'année 2020

Mineurs non accompagnés	Mineurs accompagnés	Féminins	Masculin	Les arrivants	
12	10	4	42	68	Janvier
5	0	0	21	26	Février
17	0	1	42	60	Mars
6	2	1	28	37	Avril
42	3	6	443	494	Mai
28	19	23	755	825	Juin
371	100	99	3575	4145	Juillet
333	98	72	1803	2306	Aout
279	76	60	1508	1923	Septembre
163	43	41	1081	1328	Octobre
144	34	35	1085	1298	Novembre
31	13	11	300	355	Décembre
1431	398	353	10701	12883	Total

Les opérations interceptées durant l'année 2020

Non Tunisien(ne)s	Tunisien(ne)s	Les migrants interceptés	Nombre des opérations interceptées	
%14.87	%85.12	316	22	Janvier
%67.9	%32.04	571	25	Février
%93.43	%6.56	137	4	Mars
%43.43	%56.56	99	6	Avril
%51.48	%48.51	1243	60	Mai
%26.75	%73.24	1611	119	Juin
%12.4	%87.5	2918	245	Juillet
%8.15	%91.84	1621	191	Aout
%25.44	%74.55	2035	170	Septembre
%24.38	%75.61	1349	157	Octobre
%53.35	%46.64	849	63	Novembre
%60.1	%39.8	717	34	Décembre
%31.02	%68.97	13466	1096	Total

Tableau comparatif de la migration non-réglementaire durant les 3 dernières années

	2020	2019	2018
Les arrivants sur les côtes italiennes	12883	2654	5266
Les opérations d'interception	1096	273	361
Les migrants interceptés	13466	4177	4519



Les opérations interceptées par région durant l'année 2020

Jendouba	Bizerte	Tunis	Nabeul	Sousse	Monastir	Mahdia	Sfax	Gabes	Médenine	
0.38%	3.63%	10.37%	14.26%	3.24%	9.85%	11.28%	34.5%	1.68%	10.89%	Décembre

Les tragédies de la migration non-réglementaire durant l'année 2020

Nombre des disparus	Masculin	Enfant	Féminin	Nombre des victimes
91	43	6	57	106

La migration non-réglementaire durant les dix dernières années

Le nombre des migrants interceptés	Les arrivants en europe par les différent itineraire	
7595	28829	2011
1230	1717	2012
1120	1223	2013
1191	1735	2014
1881	1060	2015
1035	1367	2016
3178	6526	2017
7146	6006	2018
4177	3987	2019
13466	13207	2020
42019	65657	Total

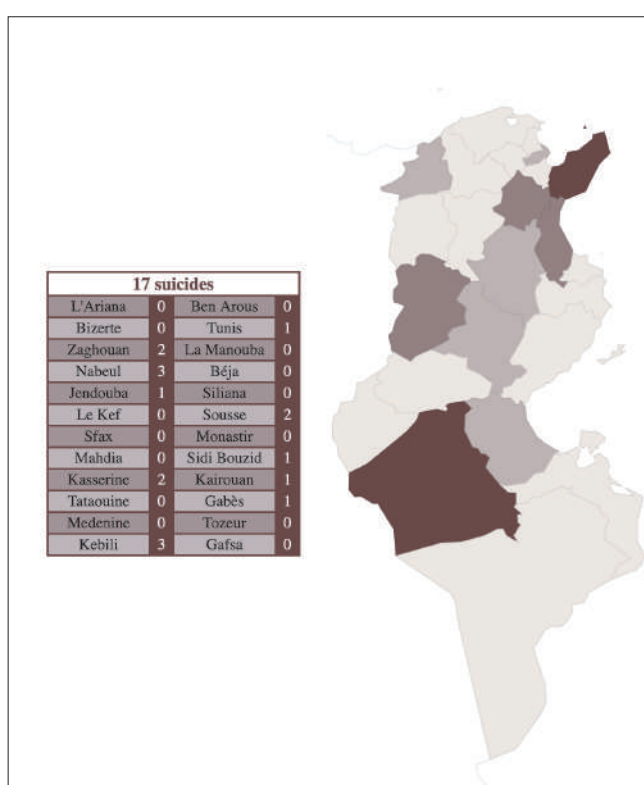
Tableau détaillé des arrivées non-réglementaires en Europe par les différents itinéraires

	2020	2019	2018	2017	2016	2015	2014	2013	2012	2011
le bassin central Méditerranée	12883	2681	5444	6415	1207	880	1683	835	2255	27982
Le bassin Est – Ouest Méditerranée	9	6	21	80	98	136	14	21	28	31
voie terrestre non reglementaire Est	123	64	22	27	62	44	38	367	434	815
voie terrestre non reglementaire Ouest	192	1236	519	4	1	0	0	0	0	0
Total	13207	3987	6006	6526	1367	1060	1735	1223	1717	28829

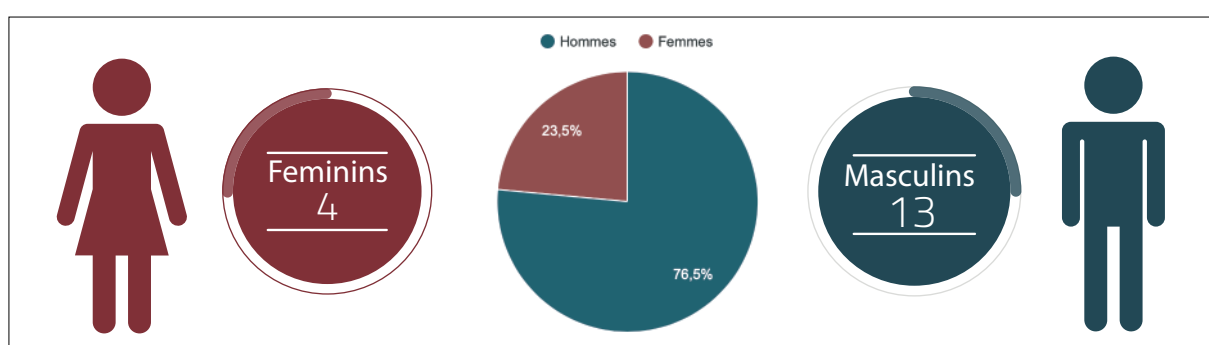
Les suicides et tentatives de suicides

La cartographie du suicide et tentative de suicide est également en train de changer car le gouvernorat de Kairouan n'est plus en premier lieu et pourtant le suicide n'en a pas non plus disparu.

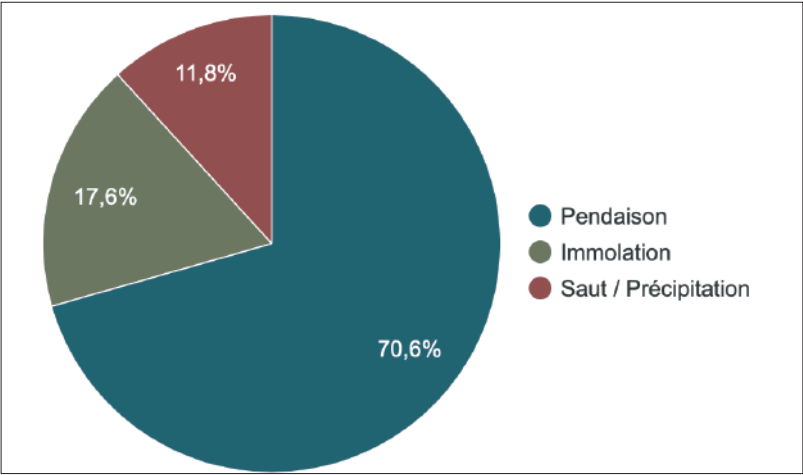
Au cours du mois de Décembre 2020, 17 cas de suicide et de tentative de suicide ont été enregistrés, répartis comme suit : 3 suicides dans chacun des gouvernorats de Kébili et Nabeul, deux suicides et tentatives de suicide dans chacun des gouvernorats de Zaghouan, Kasserine et Sousse et un cas de suicide et tentative de suicide dans chacun des gouvernorats de Tunis, Sidi Bouzid, Gabès, Kairouan et Jendouba.



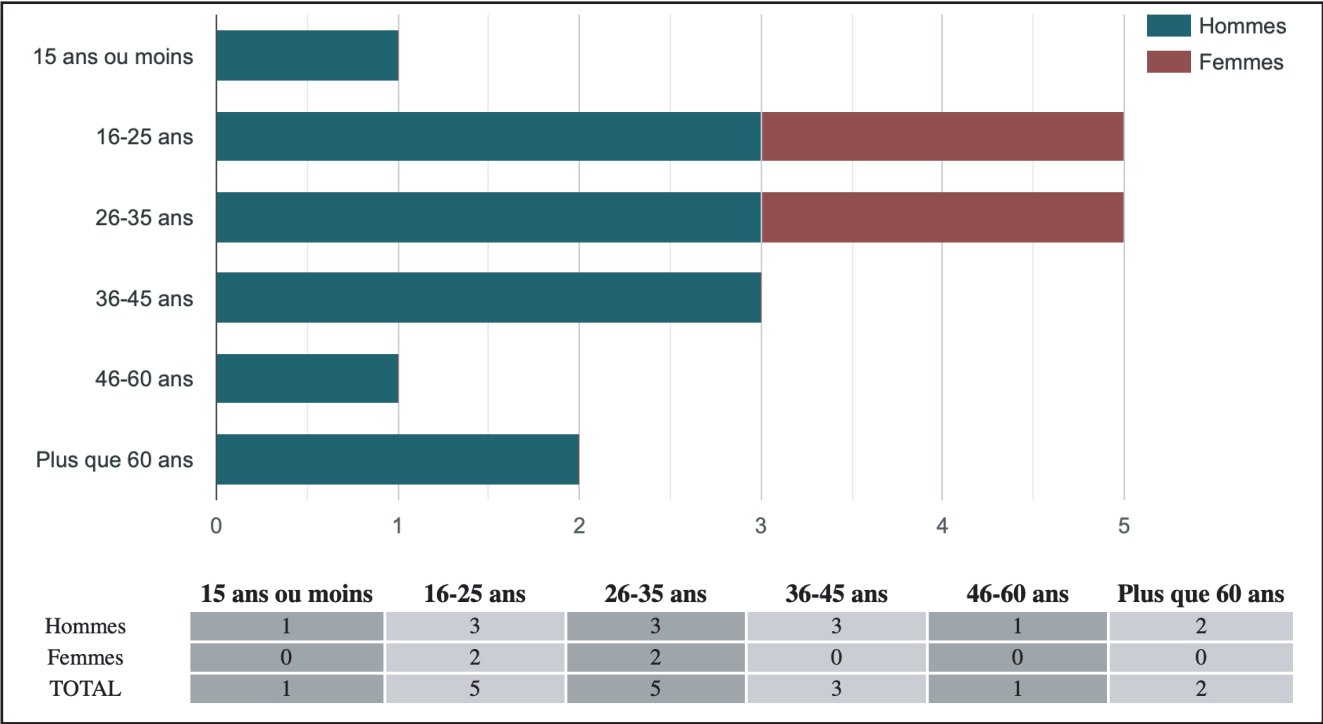
Les hommes ont représenté 76,5% du total des victimes et la tranche d'âge 16-45 ans a représenté environ les deux tiers des victimes des cas relevés tout au long du mois de Décembre (13 cas).



Le suicide par pendaison a été le moyen de suicide et tentative de suicide le plus répandu avec un pourcentage de 70,6%. Ce moyen est une insistance à la mort



De plus, les cas de suicide et tentatives de suicide par immolation ont été enregistrés à hauteur 17,6% et par précipitation ou saut à 11,8%.



Rapport sur la violence

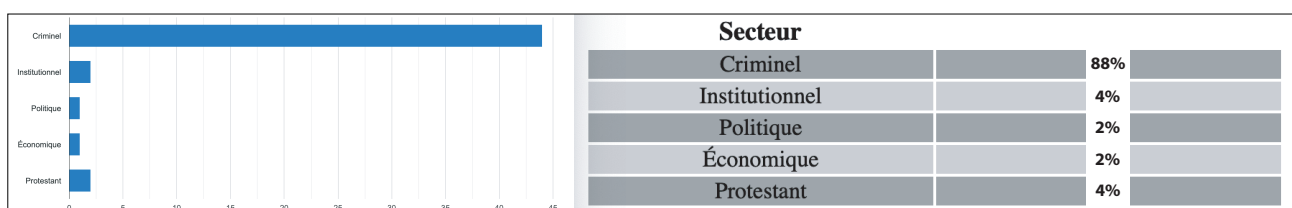
Le nombre total d'affaires de violence a représenté au cours des trois dernières années plus de 25% du total des affaires portées devant les tribunaux tunisiens. Ces actes sont souvent associés à d'autres crimes, tels que le vol, le meurtre, le vol qualifié et les agressions physiques.

Les femmes et les enfants ont représenté le groupe le plus ciblé des divers types de violence enregistrés et les derniers chiffres publiés par le ministère de la Femme, de l'Enfance et des Personnes âgées indiquent que le niveau de cette violence à l'égard des femmes et des enfants a augmenté plus de 5 fois au cours de l'année 2020.

La situation épidémiologique imposée par la pandémie sanitaire du virus Covid 19 et ses répercussions économiques et sociales ont en été les causes les plus importantes, de sorte que parmi les chiffres publiés concernant la violence à l'égard des femmes, certains montrent que la deuxième semaine de mai dernier, qui a coïncidé avec la période de confinement total et l'état de fermeture totale du pays au cours de laquelle les taux de violence ont doublé de 9 fois.

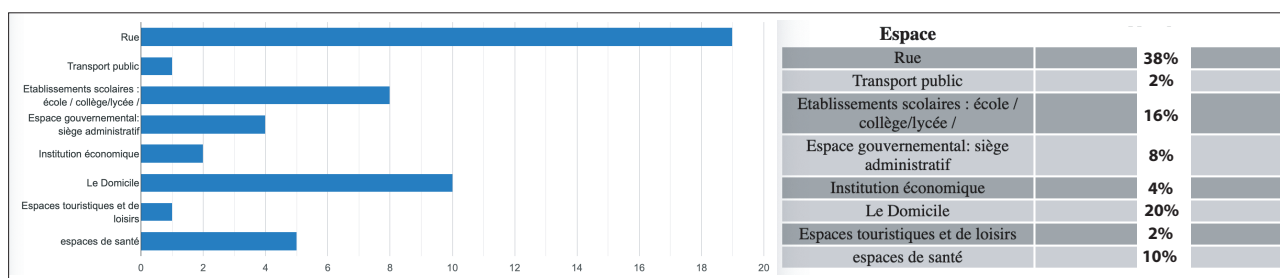
De leur côté, les indicateurs publiés par l'Observatoire Social Tunisien du Forum Tunisien pour les Droits Economiques et Sociaux depuis le début de l'année 2020 confirment que la violence sous sa forme criminelle a été la plus grande partie des violences observées et que le phénomène n'a cessé de devenir un danger croissant pour la société tunisienne. À chaque fois, le Forum Tunisien pour les Droits Economiques et Sociaux met en garde contre le danger de propagation de la violence en tant que phénomène qui ne peut se limiter à ses lectures superficielles en le reliant au mobile économique seulement à un moment où le crime et les manifestations de violence qui y sont liées ne peuvent pas être séparés de la performance de l'établissement de sécurité ou des contextes et politiques généraux caractérisés par l'ambiguïté et le manque de clarté et sur l'impact desquels vit le pays sans oublier la propagation de la pauvreté, la marginalisation et le chômage ainsi que l'escalade du discours de haine, d'exclusion et de nanisme et ce, en l'absence totale de toute vision sociale globale.

À l'instar des mois précédents, la violence criminelle a représenté, au cours du mois de Décembre 2020, le pourcentage le plus élevé de la violence observée avec environ 88% du total suivi par la violence sous sa forme protestataire au même rythme que la violence institutionnelle.

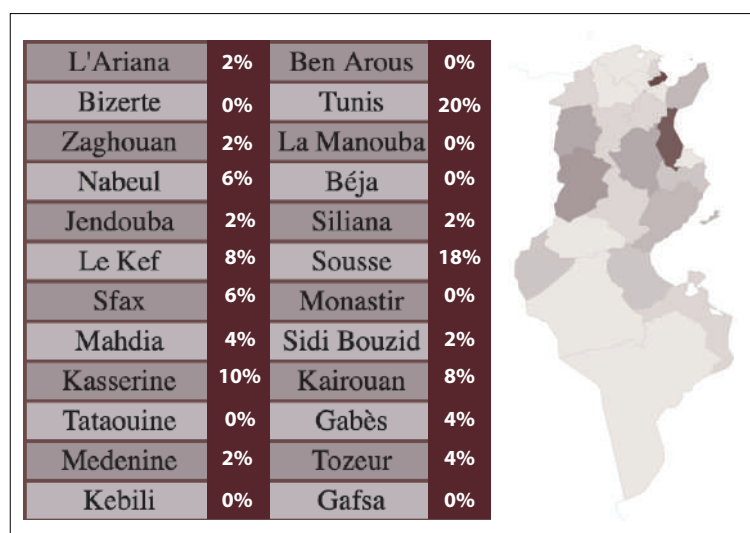


Avec les mêmes caractéristiques générales des précédents rapports mensuels de violence, le mois de Décembre vient de conclure une année, au cours de laquelle la rue a été l'espace le plus prééminent qui a connu toutes les formes de violence et a été témoin de plus d'un tiers des violences observées, suivi de l'espace domestique comme deuxième espace de violence de 20%.

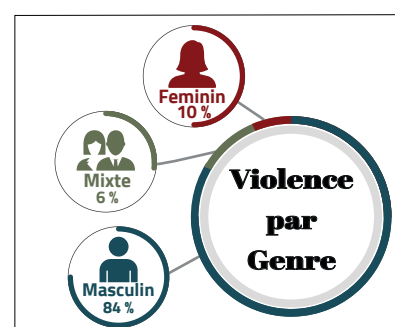
Exceptionnellement, la violence dans les cadres et institutions éducatives a émergé à la surface des incidents de violence signalés au cours du mois de Décembre 2020 avec environ 16% du total suivis des espaces de santé avec 10% des formes de violence au cours du mois de Décembre 2020. Sans oublier les espaces administratifs qui ont connu 8% des actes de violence et les espaces de production qui avec 4% des formes de violence.

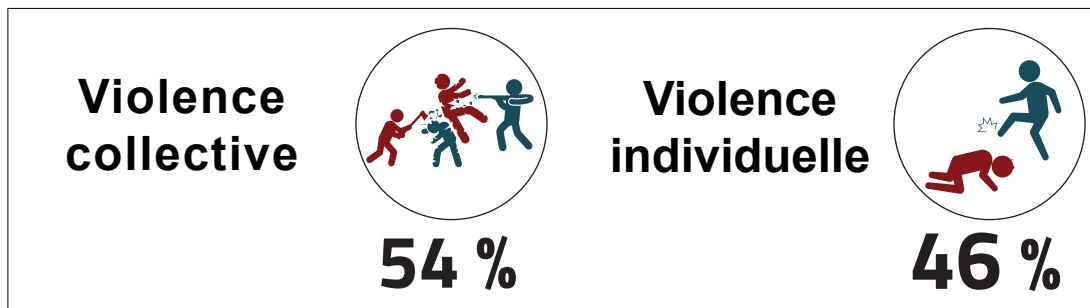


Le gouvernorat de Tunis (la capitale) a connu environ 20% du niveau de violence enregistré au cours du mois de Décembre 2020 avec à peu près le même taux que dans le gouvernorat de Sousse, qui a enregistré 18%. le reste des actes de violence ont été relevés à proximité des gouvernorats de Kairouan et du Kef (à hauteur de 8%), des gouvernorats de Nabeul, de Sfax (6%), des gouvernorats de Gabès, Tozeur et Mahdia.



Les hommes ont été les auteurs de 84% des actes de violence signalés au cours du mois de Décembre 2020, tandis que les femmes ont été responsables de 10% des violences. Quant aux victimes, elles sont réparties de manière égale entre les hommes et les femmes.





Avec le mois de Décembre, une année se termine. On peut dire qu'elle a été par excellence l'année de la violence contre les femmes dans toutes ses manifestations et tous ses domaines, y compris la violence politique et économique ... au cours de ce année, ce groupe le plus vulnérable a subi les répercussions d'une pandémie sanitaire accompagnée d'une crise économique, sociale et psychologique en l'absence totale de mesures d'exception, qu'elles soient d'ordre sécuritaire ou judiciaire.

Et ici, le Forum Tunisien pour les Droits Economiques et Sociaux et l'Observatoire Social Tunisien se préoccupent de souligner la nécessité pour les diverses institutions, structures, organisations, associations et tous les membres de la société de respecter les droits des femmes et de valoriser leurs acquis par la sensibilisation et l'éducation et en incluant la non-discrimination à l'égard des femmes et la lutte contre la violence à leur encontre lors de l'élaboration des politiques publiques.

Conclusion

Au final, la récolte du mois de Décembre 2020 était prévisible puisque c'est la conclusion d'une année exceptionnelle au cours de laquelle le reste de l'économie pendant les années qui ont suivi la révolution s'est effondré en raison des répercussions de la pandémie Corona.

Cet effondrement de l'économie est la porte d'entrée à partir de laquelle toutes les crises s'aggravent et nous ajoutons à l'effondrement économique, l'aggravation de la situation politique, en l'occurrence la perte de l'institution parlementaire de toute crédibilité aux yeux de la société et son état de chaos, des alignements opportunistes non fondés sur les convictions et des conflits internes partisans et factionnels alimentés par le discours de haine et d'exclusion augmentant par-là l'isolement des élus et si on y ajoute l'absence de vision et de volonté gouvernementale pour gérer cette crise globale et réfléchir à des solutions opérationnelles, il devient certain que la nouvelle année 2021 sera une année de soulèvements sociaux et de colère grandissante par excellence dans toutes les régions.

Nouvelle méthodologie de calcul scientifique :

À partir du mois de Mars, l'Observatoire Social Tunisien du Forum tunisien des droits économiques a adopté une nouvelle méthodologie de calcul scientifique dont voici les bases :

Définitions :

Mouvements instantanés: caractérisés par la surprise et la vitesse de mouvement résultant de la colère de la foule et de la gronde qu'elle génère mais sont limités dans le temps et l'espace. Ce type de mouvement cherche à mobiliser l'attention et la mobilisation sociale et se caractérise par leur nature pacifique, Cependant, ces mouvements varient dans les paramètres de développement de la protestation, y compris le recours à la violence.

Mouvements planifiés : mouvements qui étaient essentiellement instantanés mais qui ont évolué et développé des mécanismes d'action dans le temps et l'espace et ont pu acquérir la capacité d'organisation et de préparation d'une et chercher à développer des contre-mobilisation mais restent essentiellement pacifiques.

Ils se distinguent par leurs moyens organisationnels et leur capacité à assurer son action continue et la mobilisation pour les mêmes raisons.

Mouvements anarchiques (violents) : ce sont des mouvements qui font de la contre-violence l'un de leurs mécanismes d'action et sont souvent des réactions directes employant tous les moyens pour la confrontation et l'atteinte de leurs objectifs mais ils manquent souvent d'éléments d'organisation, de programme et de moyens clairs.

La méthodologie de Calcul :

L'unicité d'un mouvement est définie par un mode d'action, un lieu et une journée.

Une protestation se déroulant dans plusieurs lieux sera comptabilisée comme étant plusieurs mouvements.

Un mouvement ayant lieu sur plusieurs jours sera comptabilisé chaque jour.

Une protestation utilisant différentes modes d'action sera comptabilisée une fois pour chaque action.

Méthodologie de veille de la migration non réglementaire

- Les opérations d'interception : la veille repose sur les rapports du Ministère de l'Intérieur et les déclarations du porte-parole de la Garde Nationale dans les divers médias. Dans la plupart des cas, ils n'incluent pas de données détaillées (genre, tranches d'âge, pays d'origine des migrants ...)

- Les arrivées sur les côtes européennes : Plusieurs structures émettent des données numériques sur les arrivées en Europe, comme le Haut-Commissariat pour les réfugiés, l'Organisation Internationale pour les migrations, les Ministères de l'Intérieur des pays européens et l'Agence Européenne de Surveillance des côtes.

Les chiffres présentés restent approximatifs et nécessitent une mise à jour continue selon les données publiées par les structures officielles et civiles qui peuvent être édités dans des rapports ultérieurs mais qui fournissent une lecture de l'évolution et du changement de la dynamique de la migration non-réglementaire.

- Les chiffres invisibles : ce sont le nombre de migrants qui atteignent les côtes européennes sans passer par les autorités locales ou les structures internationales et ne se retrouve pas dans un recensement. Ce sont des chiffres importants et qui diffèrent selon les tactiques des réseaux des passeurs de migrants. Il comprend également des opérations de départ depuis les côtes tunisiennes qui réussissent à échapper au contrôle sécuritaire strict ou celles dont le passage est intercepté sans émettre de rapports ou sans les annoncer.